



Audiovisuel public : 4 - Dati : 0

Quand l'entêtement se transforme en acharnement

Le 30 juin, les salariés de l'Audiovisuel public se sont fortement mobilisés contre le dangereux projet de loi porté par la ministre de la Culture, Rachida Dati.

Les personnels, réunis dans de nombreuses villes en France, ont également défilé à Paris sous une chaleur torride du ministère de la Culture jusqu'aux abords de l'Assemblée nationale. C'est à cet endroit que les manifestants ont clamé leur joie lorsqu'ils ont appris que la motion de rejet préalable avait été largement adoptée par l'Assemblée nationale, infligeant ainsi un cinglant camouflet à la ministre aux nombreuses casseroles judiciaires.

Dans la foulée, la ministre de la Culture, tente de sauver la face par une manœuvre politicienne en faisant organiser une session extraordinaire au Sénat afin d'accélérer la navette parlementaire, avec la complicité de ses quelques rares amis au Sénat, dont son président Gérard Larcher.

Dans la plus grande précipitation, le Sénat organise donc un processus d'examen parlementaire express digne d'une dictature bananière. Ainsi, la commission culture du Sénat se réunira ce 3 juillet laissant seulement 24 heures aux sénateurs et sénatrices pour déposer des amendements. Le passage en séance plénière du Sénat est prévu les 10 et 11 juillet.

Le préavis de grève court toujours à France Télévisions, et les syndicats dépositaires de cet appel à la grève appellent les salariés à renforcer leur mobilisation ce 3 juillet.

Par ailleurs, en plus de l'appel à la grève, un rassemblement devrait être organisé devant le Sénat le 11 juillet, afin de protester contre ces manœuvres politiciennes qui transforment ce projet de loi de holding de l'Audiovisuel public en un véritable projet de reprise en main politique des médias publics en France.

Rachida Dati a choisi la voie de l'acharnement faute de pouvoir convaincre sur son projet. Elle n'hésite même plus à se rapprocher de l'extrême droite pour arriver à ses fins. Peut-être que de nombreux hommes et femmes politiques redoutent Mme Dati, mais pour les syndicats de France Télévisions, il n'en est rien.

Halte aux mensonges, halte aux outrances, l'Audiovisuel public mérite mieux que cela. Tous en grève le 3 juillet pour dire non à ce projet de loi destructeur !

Paris, le 2 juillet 2025